

REPUBLIQUE DU TCHAD  
MINISTRE DE LA PROMOTION ECONOMIQUE ET DU DEVELOPPEMENT  
HAUT COMMISSARIAT NATIONAL AU DEMINAGE



Managua, Nicaragua 18-21 Septembre 2001  
DOSSIER PREPARATOIRE A LA TROISIEME CONFERENCE DES  
ETATS SIGNATAIRES DE LA CONVENTION D'OTTAWA  
CONTRE LES MINES ANTIPERSONNEL  
PROGRAMME DE DEMINAGE HUMANITAIRE

Haut Commissariat National au Déminage  
BP : 3179 N'Djamena  
Tel (235) 52 49 64 / 65 - 52 47 04 - Fax (235) 52 49 64 - 52 47 05  
Email: [hnd@irt.net.tg](mailto:hnd@irt.net.tg)  
Website: [www.mineactionchad.org](http://www.mineactionchad.org)

ENSEMBLE POUR UN TCHAD SANS MINES

## Table des matières

PROBLÉMATIQUE DES MINES AU TCHAD .....	5
CONTEXTE GÉNÉRAL .....	5
<i>Répartition spatiale des mines et engins non explosés</i> .....	5
<i>Effets de la présence de mines</i> .....	6
POLITIQUE ET STRATÉGIE DU PAYS .....	7
RAPPELS DES PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DU PROGRAMME DE DÉMINAGE .....	9
OBJECTIF PRINCIPAL DU PROGRAMME .....	9
STRATÉGIE OPÉRATIONNELLE .....	9
PRIORITÉS DU PROGRAMME .....	12
CADRE INSTITUTIONNEL .....	12
PRINCIPALES RÉALISATIONS .....	12
<i>Formulation politique</i> .....	12
<i>Développement des capacités au Haut Commissariat au Déminage</i> .....	13
CONTRAINTES .....	15
MOBILISATION DES RESSOURCES .....	15
SENSIBILISATION DES DONATEURS .....	15
CONTRIBUTION DES PARTENAIRES .....	18
BESOINS EN FINANCEMENT POUR L'AN 2001 .....	21
ANNEXES .....	21
MATERIEL DES INTERVENTIONS DES PARTENAIRES .....	29
ESTIMATION DU COUT DE LA MONTEE EN PUISSANCE TOTALE DU HCND 2000- 2009 .....	12



## Problématique des mines au tchad

### Contexte général

Le Tchad est un vaste pays qui s'étend sur 1.284.000 Km<sup>2</sup>. Il partage ses frontières avec six (6) pays: au nord la Libye, au sud la République Centrafricaine, à l'Est le Soudan et à l'Ouest le Niger, le Nigéria et le Cameroun. Sa situation enclavée ainsi que la rigueur et l'instabilité du climat constituent des défis à son développement. De plus, l'accession à l'indépendance a été suivie par des troubles politico-militaires qui ont duré jusqu'à une période récente.

La problématique des mines au Tchad est liée aux différentes crises politico-militaires qui ont secoué le pays et qui ont été à l'origine de la pollution importante de certaines régions, principalement la région du Borkou-Ennedi-Tibesti (BET). D'après différents rapports, plus d'un million de mines sont disséminées dans le pays. C'est surtout à partir de 1997, que les autorités vont prendre conscience du danger des mines. C'est aussi pendant cette année que l'assistance des Nations Unies a été sollicitée.

### Répartition spatiale des mines et engins non explosés

Bien qu'il est soit difficile de savoir actuellement avec précision leur nombre, il ressort des différents rapports la répartition suivante :

- Un nombre évalué à plusieurs centaines de milliers de mines (estimation officielle retenue : 1 million) au nord du pays, dans les provinces du Borkou-Ennedi-Tibesti (BET). Le principal problème posé par ces mines est leur présence sur les axes de communication, les axes de déplacement des populations nomades et les points d'eau, ce qui accentue l'enclavement de cette région et rend impossible le ravitaillement de certains villages par véhicule.
- Probablement quelques milliers de mines et une proportion importante de munitions non explosées à l'est (province du Biltine et du Ouaddaï) et au sud-est (provinces du Salamat et du Moyen-Chari). Dans ces régions, touchées principalement par la guerre civile des années 70-80, le problème est moins posé par la quantité de mines que par la densité de la population et l'impact sur certains projets de développement, nombreux dans cette région.
- Un quantité importante, de munitions non-explosées (grenades, obus d'artillerie, bombes, etc) polluent l'ensemble du territoire tchadien, après trois décennies de guerres ininterrompues.

### Effets de la présence de mines

La présence des mines pose des problèmes d'ordre humains, sociaux, économiques et politiques.



En termes humains, les mines constituent manifestement une menace. L'éloignement et la faible densité de population font que les victimes sont le plus souvent soignées localement et restent dépourvues de tout suivi humanitaire. Chaque accident prend une dimension spécifique, en raison de la structure sociale des populations locales.

En termes sociaux, les mines placées sur tous les lieux de passage dans le BET restreignent les mouvements des populations nomades et affectent les troupeaux de bétail. Par ailleurs, les mines ne font qu'accentuer le caractère rude de la région et incitent les populations à émigrer, mettant ainsi en péril les cultures locales.

En termes économiques, les perspectives d'exploitation minière dans le Tibesti ne peuvent pas être prises en considération sans l'existence d'un réseau de communications sûr.

En termes de voisinage, la barrière formée par les mines a réorienté les échanges économiques du BET vers la Libye, ce qui, dans cette situation politique fragile, diminue l'intégration nationale et crée un risque de déstabilisation.

En termes politiques, il est important de noter que les conflits qui ont ravagé le Tchad ces dernières décennies avaient pour origine les régions pauvres du nord. Le désintérêt pour cette région, l'absence de vastes projets de développement ont tendance à donner de l'importance aux solutions guerrières. Le gouvernement actuel cherche manifestement à démontrer sa préoccupation pour ce déséquilibre et essaye d'y remédier.

En outre, au delà de ses problèmes intérieurs, le Tchad cherche à retrouver les conditions d'une coexistence harmonieuse avec ses voisins.

### Politique et stratégie du pays

Les gouvernements qui se sont succédés au Tchad ont toujours intégré les questions de sécurité des populations dans leurs programmes politiques respectifs. Les actions du gouvernement ont été déterminantes au cours de ces dernières années.

La réorganisation de l'armée a été l'une des actions les plus importantes du gouvernement. Elle a permis la déflation de plus de 25 000 militaires et leur réinsertion dans la vie économique. Un projet pilote touchant cinq préfectures est actuellement financé par la Banque Mondiale.

La promotion des programmes et projets de développement sur l'ensemble du territoire national et en particulier dans les régions les plus touchées par la guerre a été encouragée afin de réduire les disparités économiques et sociales entre les différentes régions du pays. Un schéma de développement de la région du BET a été défini, ainsi qu'un programme de développement de la région est financé par la Banque Islamique de Développement (BID). Ce programme de développement est actuellement en souffrance du fait de la présence des mines.

Le gouvernement a ratifié la convention d'Ottawa sur les mines anti-personnel et a mis en place un Programme National de Déminage en vue de faciliter la libre circulation des populations et



faciliter la mise en œuvre des projets de développement, plus particulièrement dans la région du BET qui connaît un retard important par rapport à d'autres régions du pays. Ce programme dont la durée initiale est de 3 ans, a été présenté aux donateurs à la 4ème Table Ronde sur le Tchad tenue à Genève en octobre 1998.

## Rappels des principaux éléments du programme de déminage

### Objectif principal du programme

L'objectif principal du Programme National de Deminage est la création de capacités nationales de dépollution des régions infectées par les mines et les engins non explosés afin de d'assurer la sécurité des populations et le développement socio-économique de ces régions

Le programme de déminage humanitaire s'intègre dans les stratégies sectorielles de développement et participe à une approche globale des programmes économiques et sociaux. Ainsi, plusieurs secteurs sont directement ou indirectement concernés par le programme de déminage humanitaire notamment : la santé et les affaires sociales, pour les soins et la prise en charge des victimes ; l'éducation, pour la sensibilisation des jeunes contre le danger des mines ; le développement rural, tant les parties les plus affectées du territoire sont rurales, les transports et infrastructures dont le développement est lié à la dépollution. Sur le plan de la programmation, des liens sectoriels ont été établis ou sont en négociation. Ainsi, l'Unicef devrait-elle associer l'éducation dans le programme de sensibilisation, en s'appuyant par exemple sur l'expérience de ce qui se fait dans la lutte contre le SIDA.



### Stratégie opérationnelle

La stratégie du programme s'articule autour de trois phases :

- la première phase consiste en la mise en place des structures nationales de coordination, planification des activités de déminage et le développement des capacités nationales de déminage à travers la formation des démineurs et la mise en place d'une base de données sur les mines.
- La deuxième phase comprend la création des capacités nationales d'exécution des activités de déminage et le lancement de l'enquête niveau I (sur l'impact socio-économique des mines et munitions non-explosées). Cette enquête en cours devrait permettre d'établir un état des lieux précis de la situation des communautés confrontées au problème des mines et munitions non explosées au Tchad ; à partir de cette étude pourront être définies des priorités pour les actions futures, qu'il s'agisse de déminage, de sensibilisation et d'assistance aux victimes etc... Cette phase devrait s'exécuter en deux ans.
- La troisième phase correspond aux opérations de déminage proprement dites et à la dépollution des zones prioritaires, la restitution de celles-ci aux populations ainsi que la consolidation des activités d'assistance aux victimes.

L'une des spécificités de ce programme de déminage est qu'il accorde une place importante au partenariat avec les ONG internationales et locales. Il est prévu, l'utilisation des services et compétences des ONG Internationales et nationales, notamment dans les domaines de formation, les opérations de déminage, de sensibilisation et d'assistance aux victimes.

La durée initiale du programme est de trois (3) ans (1998-2001). Le coût estimé en 1998 était de 28 millions USD.

### Priorités du Programme

La priorité établie par les autorités tchadiennes pour le déminage concernait initialement la région de Bardaï - Aouzou. Mais la résurgence du conflit armé dans le Tibesti et la présence d'un projet de développement financé par la banque islamique de développement dans la région du Borkou ont amené les autorités à retenir le Borkou et particulièrement les environs de Faya-Largeau, pour les premières opérations de déminage. C'est ainsi que fut créé le Centre régional de déminage de Faya où des opérations de déminage et de dépollution sont actuellement en cours, menées par l'ONG allemande HELP.

### Cadre institutionnel

Le Haut Commissariat National de Déminage (HCND) est la structure nationale responsable de l'exécution du programme national de déminage. Elle est placée sous la tutelle du Ministère de la Promotion Economique et du Développement. L'organisation actuelle du HCND comprend : i) au niveau central le bureau de coordination du HCND qui comprend services administratifs, d'information/sensibilisation et de planification des opérations. Le bureau de coordination assure la liaison avec les partenaires et les autres structures nationales.; ii) au niveau régional, des centres régionaux de déminage chargés des opérations de déminage proprement dites. Actuellement seul le centre régional de Faya est opérationnel. Le HCND est également doté d'une école nationale de déminage à NDjaména.

### Principales réalisations

#### Formulation politique

##### Définition d'une politique nationale

- Signature et ratification par le Tchad de la Convention d'Ottawa Interdisant l'usage des mines anti-personnel
- Etablissement d'une charte nationale pour l'action contre les mines au Tchad
- Intégration du programme de déminage au Tchad dans les programmes de développement du pays, suivi par un comité interministériel

#### Développement des capacités du Haut Commissariat au Déminage

##### Assistance technique

- ① 6 conseillers techniques employés par UNOPS

##### Formation

- ② Formation de 80 démineurs, 20 instructeurs, 40 personnels administratifs
- ③ Formation du personnel de l'information : base de données, sensibilisation
- ④ Création d'une école nationale de déminage



**Infrastructures**

- Etablissement du Centre national d'action contre les mines à N'Djamena (HCND)
- Etablissement d'un centre régional d'action contre les mines à Faya-Largeau

**Autres Activités**

- ① Etude de Niveau I sur l'Impact Socio Economique des mines terminée
- Activités de déminage et destruction des engins non explosés actuellement en cours et supervisé par l'ONG HELP à Faya Largeau, Iriba, Tiné, Guereda, N'Djaména et Massénya.
- ② Mise en place d'une base de donnée avec des informations fournies par l'étude du Niveau sur l'impact socio-économique des mines
- ③ Un programme d'assistance aux victimes des mines sponsorisé par le Comité International de la Croix Rouge (CICR) fourni aux victimes des prothèses pour les membres inférieurs
- ④ Création d'un site internet en collaboration avec l'université de Toronto Canada ([www.mineactionchad.org](http://www.mineactionchad.org))

**Contraintes**

Le programme national de déminage du Tchad est l'un des rares au monde à ne pas être issu des opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Cela signifie que dès le début, le Tchad n'a pas hérité, comme ce fut le cas pour d'autres pays, d'une capacité complète de déminage, suite au retrait des militaires des Nations Unies (unités de déminage entièrement équipées, entraînées et rodées aux procédures des Nations Unies et aux Standards Internationaux en la matière, sous la supervision d'experts internationaux.) Cela explique aussi pourquoi la communauté internationale ignorait le problème posé par les mines et les munitions non explosées au Tchad.

Le programme Tchadien est donc parti de rien. Tout était à faire, de la construction des bureaux à la définition même d'un concept opérationnel, avant même qu'une Enquête de niveau I n'ait été effectuée. Il a fallu développer les procédures opérationnelles, former le personnel de déminage, mettre en place un personnel d'administration de projet et en même temps, sensibiliser les bailleurs de fonds sur le problème auquel le pays devrait faire face quotidiennement.

D'autres difficultés opérationnelles sont souvent rencontrées notamment, les retards dans la mobilisation effective des contributions des donateurs, ce qui se répercute sur le calendrier des opérations.

**Mobilisation des ressources****Sensibilisation des donateurs**

Plusieurs réunions de donateurs ont été organisées au Tchad ou à l'extérieur :



- Juillet 1998 New York, Conférence des Donateurs
- Octobre 1998 Présentation du Programme de déminage à la 4ème Table Ronde sur le Tchad :
- Mars 1999 Mission de sensibilisation : France, Italie, Russie
- Août 1999 : Mission du Ministre des Affaires Etrangères en Russie
- Octobre 1999 : 2ème Conférence sur l'action des mine au Tchad, New York
- Novembre 2000 Conférence de la table ronde sponsorisé par le PNUD qui a mis un accent sur l'action contre les mine comme une composante integrale du plan de développement du Pays
- Mars 2000 et 2001 Mission conjointe PNUD/Gouvernement auprès des représentations diplomatiques basées à Yaoundé au Cameroun.
- Arvil 1998-Septembre 2001 : Tenue de 4 réunions consultatives avec les bailleurs de fonds à N'Djamena.



### Contribution des Partenaires

Le programme bénéficie actuellement de l'assistance des Etats Unis, de l'Allemagne, de la Suisse, de la France, du PNUD et à travers le PNUD, du Canada, de la Grande Bretagne, de l'Italie, du Japon, des Etats Unis (en partage de coûts). D'autres partenaires comme la Russie, la Suède, la Libye, l'UNICEF, le CICR ont également manifesté un intérêt à appuyer le Programme National. Actuellement, les différentes contributions au programme national de déminage humanitaire se présentent comme suit



Donateurs	Contributions au 31/09/1en \$US
Etats Unis	5 000 000
PNUD	2 600 000
Gouvernement u Tchad	1 220 000
Allemagne	650 000
Grande Bretagne	480 000
Italie	427 000
Japon	389 000
Canada	500 000
Suisse	133 000
France	Appui logistique (en nature)



### Previsions Budgetaires

- Besoin de financement pour l'année 2002 :  
US \$ 3 821 500
- Besoin de financement jusqu'en 2009 :  
US \$ 30 027 500

ANNEXE - 1 -

REPUBLIQUE DU TCHAD  
MINISTERE DE LA PROMOTION  
ECONOMIQUE ET DU DEVELOPPEMENT

HAUT COMMISSARIAT NATIONAL DE  
DEMINAGE - HCND



ORIENTATIONS ET GRANDES  
LIGNES DE LA STRATEGIE NATIONALE  
DE LUTTE CONTRE LES MINES ET LES  
MUNITIONS NON-EXPLOSEES

( 2000-2009)

## INTRODUCTION

C'est en 1997 que le gouvernement du Tchad a sollicité l'aide du Programme des Nations Unies pour le Développement, afin de coordonner un Programme National d'Action Contre les Mines. Le PNUD fit alors appel au Bureau des Nations Unies chargé de l'appui aux projets (UNOPS) pour la mise en place d'un programme. Ce programme avait pour objectif, de renforcer la stabilité du pays par la prise en compte de ses priorités humanitaires et de développement. Aussi pour le Gouvernement du Tchad, il s'agissait de réduire les disparités entre le Nord du pays gravement pollué par les mines et le sud plus prospère, en rétablissant dans le Nord des conditions favorables au développement. L'action contre les mines était clairement établie comme une priorité nationale.

La signature, puis la ratification par le Tchad de la Convention d'Ottawa interdisant l'usage des mines antipersonnel a confirmé cette détermination. De plus, le Programme National d'Action contre les Mines est devenu une des composantes essentielles à la disposition des autorités pour atteindre certains objectifs nationaux de développement. C'est pourquoi, ce programme n'est pas limité à l'enlèvement des mines, mais s'appuie sur une approche globale de l'action contre les mines, incluant la réduction du danger créé par la présence de mines ou de munitions non explosées, la mise en oeuvre de campagnes de sensibilisation des populations qui vivent dans les zones à risque, et un programme d'assistance aux victimes.

La majorité des zones minées ou polluées par les munitions non explosées qui ont été identifiées à ce jour se trouvent au Nord du pays, dans la région du Borkou - Ennedi - Tibesti. Cependant, d'autres foyers de pollution ont été récemment localisés dans le Salamat, le Guéra, le Moyen Chari et le Chari Baguirmi. Il n'existe actuellement aucune base de données, et de fichiers des zones minées. Leur localisation et leur impact sur les communautés devraient être déterminés au cours de l'Enquête de Niveau 1 qui est en cours de réalisation. En se basant sur la reconnaissance effectuée par un expert

français en décembre 1996, on estime qu'environ un million de mines et un nombre plus important de munitions non explosées sont disséminées sur le territoire tchadien.

Le déplacement des dunes sous l'action éolienne et les pluies ont provoqué l'enfouissement ou le déplacement de nombreuses mines, rendant leur présence encore plus imprévisible. Les champs de mines rencontrés sont en général un mélange de mines anti-personnel et de mines antichar, dont par endroit, jusqu'à un tiers serait piégé. A ce jour, sur le terrain, 22 types de mines d'origine diverse ont été identifiés au Tchad.

### **PORTEE**

Ce Plan Stratégique d'Action contre les Mines (PSAM) couvre la période 2001 à 2009. Il propose la formulation d'un programme pour cette période de neuf années qui puisse résoudre la menace que présente les mines antipersonnel et les engins non explosés (UXO) au Tchad. Ensuite il décrit en détail un plan stratégique couvrant une période de cinq années, d'octobre 2001 à Octobre 2006 avec un plan de travail définissant les objectifs prioritaires annuels pour chacune des cinq années.

### **VISION**

Un Tchad débarrassé de l'impact des mines et des engins non explosés d'ici la fin de l'année 2009.

### **MISSION**

L'objectif du Plan Stratégique pour la période d'Octobre 2001 à Octobre 2006 est de réduire le taux élevé d'impact des mines sur les communautés d'ici l'an 2006 et de créer une capacité nationale afin d'enrayer la menace résiduelle que constituent les mines pour faciliter le plan national de développement socio-économique.

### **OBJECTIFS STRATEGIQUES DU PLAN NATIONAL:**

Les objectifs stratégiques doivent être SMART- Spécifique, Mesurable, Réaliste, Réalisable, Opportun.

•

- Développer et un programme d'Education pour la Réduction du Risque contre les Mines (ERRM)
- capable d'atteindre les populations à haut risque de la communauté tchadienne.
- Développer une procédure de gestion à long terme d'action contre les mines et une structure organisationnelle.
- Développer une capacité de chiens détecteurs de mines.
- Débuter le processus de développement et de soutien aux ONGs nationales pour la mise en œuvre des activités de déminage.
- Développer une capacité de dépollution et d'étude technique pour réaliser l'étude d'une superficie de 245 000 km<sup>2</sup>, d'un guide de dépollution pour 40 000 km<sup>2</sup> des chiens détecteurs de mines pour une superficie de 10 000 km<sup>2</sup>, et une capacité de Nettoyage d'une Zone Polluée de 59 000 km<sup>2</sup> de terres à fort taux d'impact.
- Développer une capacité à long terme de mobilisation de fonds.
- Développer une capacité technique nationale et de gestion de formation à long terme pour l'action contre les mines.
- Entreprendre des sessions de formation au niveau national en fonction des besoins pour exécuter le plan national d'action contre les mines.
- Adopter des Normes Internationales dans le domaine du Déminage en développant un programme national d'accréditation, de licences, de gestion de qualité.
- Gérer de manière durable un système de gestion de l'information
- Elaborer un programme d'assistance aux victimes en collaboration avec des entités nationales et internationales
- Entreprendre la destruction de tout stock de mines et autres engins non explosés

### STRUCTURE INSTITUTIONNELLE

Elles comprendront trois niveaux, un niveau d'exécution et deux niveaux chargés de la politique et de la coordination avec les autres projets nationaux.

- **HAUT COMITE INTER-MINISTERIEL :**

Ce comité sera pour le gouvernement une

composante au niveau politique chargé, au niveau national, de la coordination avec les autres programmes et assurer l'intégration du programme national de déminage dans l'ensemble des programmes de développement.

- **HAUT COMMISSARIAT NATIONAL DE DEMINAGE ( HCND)**

Il est chargé de la mise en oeuvre du programme. A ce titre, il est le point focal au niveau national pour toutes les opérations de déminage ou de dépollution qu'il est chargé de coordonner.

- ♦ **LE BUREAU DES DONATEURS**

Il comprendra des représentants locaux des pays donateurs, des Organisations Non Gouvernementales ou autres entités participant activement au financement ou à l'exécution des tâches liées au Plan d'Action National de Déminage.

Le rôle de ce bureau sera d'analyser la façon dont se déroule la mise en œuvre du Plan d'Action National contre les mines et les munitions non explosées, afin de rassurer les gouvernements des pays donateurs sur le bon usage qui est fait des matériels et des crédits accordés et de pérenniser ces financements ou ces donations, voire de les accroître.

## **CONCLUSION**

Alors que ce Plan National d'Action a été formulé sur la base des meilleures informations disponibles, les conclusions de l'Etude de Niveau 1 sur l'impact socio-économique qui seront disponibles en Septembre 2001, constituera le fondement d'une analyse cohérente de la stratégie nationale et des priorités du programme d'action contre les mines. Basé sur l'analyse du rapport de cette étude, le Gouvernement tchadien présentera un nouveau plan stratégique d'ici le 1<sup>er</sup> Décembre 2001.

ANNEXE - 2-

REPUBLIQUE DU TCHAD  
MINISTRE DE LA PROMOTION ECONOMIQUE  
ET DU DEVELOPPEMENT

HAUT COMMISSARIAT NATIONAL DE  
DEMINAGE - HCND



PLAN NATIONAL D' ACTION DE LUTTE  
CONTRE LES MINES ET LES  
MUNITIONS NON EXPLOSEES POUR  
L'ANNEE 2001

## PLAN D' ACTION NATIONAL DE LUTTE CONTRE LES MINES ET LES MUNITIONS NON EXPLOSEES POUR 2001

### INTRODUCTION : PRINCIPALES REALISATIONS ANTERIEURES

#### Définition d'une politique nationale :

- Signature et ratification de la Convention d'Ottawa par le Tchad ;
- Intégration de la problématique des mines dans les programmes de développement du pays.

#### Développement des capacités du Haut Commissariat National de Déminage

##### *Assistance technique*

- Six (6) experts internationaux affectés au HCND ;

##### *Formation*

- Création d'une Ecole Nationale de Déminage à N'Djamena ;
- 120 démineurs formés ;
- 40 instructeurs formés ;
- 40 administratifs formés

#### Infrastructure

- Haut commissariat National pour le déminage mis en place et fonctionnel à N'Djamena ;
- Un centre régional de déminage mis en place et fonctionnel à Faya

#### Autres activités

- Enquête sur l'impact Socio Economique des mines et munitions non explosées, en cours ;
- Déminage et dépollution en cours de réalisation par l'ONG Allemande Help à Faya ;
- Sensibilisation des populations à N'Djaména et Faya ;
- Base de données créée, sera complétée avec les données recueillies dans le cadre de l'enquête sur l'impact socio économique des mines et munitions non explosées.

- Création d'un Site Web en collaboration avec l'Université de Toronto ([www.mineactionchad.org](http://www.mineactionchad.org)) ;

### **VISION**

L'année 2001, en fonction des financements disponibles devrait permettre au pire de permettre la poursuite du fonctionnement des unités existantes et au mieux comporter en plus la création de nouvelles unités, dans le domaine du déminage et de la sensibilisation des populations au danger des mines et des munitions non explosées.

### **MISSION**

- Réduire le coût humain payé aux mines et à la pollution due aux munitions non explosées.
- Permettre la mise en œuvre des plans de développement et de réhabilitation dans les régions actuellement minées ou polluées.

### **LES OBJECTIFS DU PLAN NATIONAL 2001**

1. **Sensibilisation au danger lié à la présence de mines ou de munitions non explosées :**

Il s'agit de réduire le nombre des accidents, des blessés et des morts provoqués par les mines et les munitions non explosées, en éduquant les populations afin de leur permettre d'identifier et d'éviter les zones dangereuses et d'adopter des comportements compatibles avec le fait de vivre dans un environnement à risque. Cet objectif peut être obtenu à travers les tâches suivantes ;

- 1.1 Mettre en place un programme national de sensibilisation destiné aux enfants scolarisés des zones touchées.
- 1.2 Bâtir des programmes régionaux en remplacement ou en accompagnement des programmes de déminage et de dépollution.
- 1.3 Précéder les unités de dépollution afin de collecter un maximum d'information à leur profit.

- 1.4 Accompagner les unités de dépollution pour compléter leur action par un travail d'explication.
- 1.5 Disposer d'une cellule sensibilisation apte à réaliser des produits de type affiche ou tee shirt
- 1.6 Gérer toutes les informations relatives à la pollution et à ses victimes au travers d'une banque de donnée
- 1.7 Disposer d'une équipe de sensibilisation pour le Centre Régional de Faya-Largeau.
- 1.8 Mettre en place un consultant pour assurer la coordination du programme de sensibilisation National Tchadien et la réalisation de la composante éducation nationale du projet de sensibilisation au profit des enfants scolarisés.
- 1.9 Mettre sur pied des équipes d'accompagnement des équipes de dépollution du HCND lors du traitement des zones de Iriba, Tiné et Guéréda.
- 1.10 Mise sur pied d'une Unité Polyvalente d'intervention qui aura la capacité de conduire entre autre certaines actions ponctuelles de sensibilisation.

## 2. Reconnaissance et marquage

Réduire les pertes dues aux mines et aux munitions non explosées grâce à l'identification, au marquage, au relevé sur la carte, à l'enregistrement et à la diffusion des informations relatives aux zones dangereuses. Cet objectif peut être obtenu à travers les tâches suivantes :

- 2.1 Envoi d'équipes de reconnaissance et de marquage pour recueillir toute nouvelle information auprès des populations, autorités locales, etc...
- 2.2 Vérification par des reconnaissances de niveau II les informations recueillies par HI ou autres reconnaissances de niveau I ( Réduction de zone ) en fonction des priorités choisies.
- 2.3 Marquages de certaines zones minées ou polluées :

- Soit pour préparer les futures opérations ou de dépollution.
- Soit pour interdire à la population l'accès à certaines zones dangereuses qui ne seront pas ( immédiatement ou jamais ) déminées ou dépolluées.

2.3. Mise sur pied d'une équipe de reconnaissance et de marquage à Faya-Largeau.

### **3. Déminage et dépollution**

Grâce à la mise en œuvre de méthode de déminage et de dépollution sûres et efficaces rendre productives les terres initialement polluées ou minées et permettre la mise en œuvre des projets de développement ou de réhabilitation en attente. Cet objectif peut être obtenu à travers les tâches suivantes ;

3.1 Dépollution de la ville de N'Djaména

3.2 Dépollution de Faya Largeau

3.2.1 Dépollution de la ville de Faya Largeau et d'un périmètre de 10 km autour de cette ville (1 septembre 2000/ 31 Mars 2001).

3.2.2 Etendre ce périmètre à 40 Km autour de la ville de Faya Largeau entre le 1<sup>er</sup> avril et la fin de l'année 2001.

3.2.3 Déminer le champ de mine de OWONEILLE et rouvrir l'ancienne route vers le sud en direction de N'Djaména ( 1 septembre 2000/ 31 Mars 2001 ).

3.2.4 Finir de déminer les champs de mines de Amoul, de Zéguerdé et de Kémé dont le déminage a été interrompu en 1988. (1<sup>er</sup> avril – 31 décembre 2001).

#### 4. Formation, entraînement et contrôle de qualité

Fournir les personnels nécessaires à la mise œuvre du plan d'action national formés au niveau individuel et à l'exercice du commandement pour les cadres. Leur faire acquérir les savoir faire nécessaires pour procéder aux opérations de déminage et de dépollutions en appliquant des procédures sûres et rodées et en contrôlant leur formation, l'exécution des tâches et la qualité des résultats obtenus. Cet objectif peut être obtenu à travers les tâches suivantes :

4.1 Etablir des programme de formation dans toutes les disciplines nécessaires pour la conduite des opérations de déminage, de dépollution, de sensibilisation, de reconnaissance et de marquage pour :

- \* les exécutants,
- \* leur encadrement, niveau, groupe et section.

4.2 Planifier les stages de formation en fonction des besoins.

4.3 Confronter le contenu de la formation aux besoins du terrain

4.4 Former les personnels désignés au cours de stages planifiés

4.5 Assurer le contrôle de qualité de toute cette formation (Conformité au SOP)

4.6 Recycler les personnels en fonction des besoins :

#### 5. Plaidoyer

Participer au combat contre l'emploi de toutes les mines en général et soutenir le bannissement total de l'usage des mines anti-personnel tout en mettant tout en œuvre pour appliquer le contenu de la convention d'OTTAWA signée par le Gouvernement Tchadien sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production, de la vente ou livraison de mines anti - personnel et sur leurs destruction. Cet objectif peut être obtenu au travers des tâches suivantes :

5.1 Faire l'inventaire des mines anti - personnel détenues par le Tchad

5.2 Définir celles qui seront conservées à des fins d'instruction et celles qui seront détruites.

5.3 Planifier la destruction des stocks

#### **6 .Assurance de Qualité :**

Il s'agit de créer une véritable philosophie, une nouvelle manière de penser et de se comporter axée sur la volonté d'éviter à tout prix les accidents et en ayant la sécurité comme critère de choix à chaque étape d'une nouvelle opération. Cet objectif peut être obtenu à travers les tâches suivantes ;

- 6.1 Définition des procédures pour le déminage et la dépollution au Tchad.
- 6.2 Contrôle du SOP et du système de QA interne proposé par les opérateurs,
- 6.3 Formation des personnels à l'application des règles définies par le SOP,
- 6.4 Contrôle des opérations, de l'application du SOP dans l'exécution de chaque tâche élémentaire,
- 6.5 Contrôle de la qualité du travail réalisé.

#### **7. Plan d'action national :**

Les résultats de l'enquête sur l'impact socio économique de la présence de mines et de munitions non explosées sur le territoire Tchadien, le HCBD soumettra au Gouvernement un nouveau Plan National de Travail d'action contre les mines avec une révision des priorités en vue de son approbation et exécution ultérieure.

BESOINS BUDGETAIRES POUR L'ANNEE 2002

P	Désignation	Coûts US \$	Remarques
1	Assistance Technique	580 000	
2	Personnel local contrat UN	44 500	
3	Réunions, missions, conférences	40 000	
4	Transport Aérien (EVASAN)	408 000	
5	Fonctionnement HCND	120 000	
6	Fonctionnement Faya-Largeau	120 000	
7	Fonctionnement EOD	400 000	
8	Reconnaisances, marquage	50 000	
9	Sensibilisation	400 000	
10	Assurance Qualité	71 500	
11	Fonctionnement Ecole Nationale	60 000	
12	Formation	68 000	
13	Achat Equipements des démineurs	123 500	
14	Banque de données	66 000	
15	Entretien et réparations	45 000	
16	Hébergement des équipes mobiles	32 500	
17	Divers	30 000	
	<b>Total</b>	<b>3 821 500</b>	

### ANNEXE 3

#### Matrice des interventions des Partenaires

Partenaires	Nature de l'Intervention
Etats Unis	En juillet 1998, un programme bilatéral de 4 ans en 4 phases a commencé. L'initiative bilatérale américaine vise la formation de démineurs tchadiens, l'amélioration de l'infrastructure existante et la fourniture d'équipements pour les opérations de déminage au HCND.
Allemagne/HELP	A fourni 42 détecteurs de mines. Elle appuie également les activités en cours au Tchad de l'ONG HELP à travers une assistance bilatérale de 1 million de Deutsch Mark.
Suisse	A financé le poste et le déploiement d'un Expert en Assurance Qualité (Salaire et coût de fonctionnement) pour une période de 8 mois et mis à la disposition du centre régional de Faya. Actuellement un financement est prévu pour un projet routier à Fada.
Survey Action Center/Handicap International	Le Survey Action Center (SAC), a mobilisé 1.052.862 USD pour financer l'enquête socio-économique des mines et munitions non explosées. Cette enquête est en cours de réalisation par l'ONG française Handicap International. L'enquête a commencé en novembre 1999, avec la formation du personnel national recruté pour les besoins de l'étude par Handicap International. L'étude s'est terminée en mars 2001 ; les conclusions de cette étude seront disponible durant le mois de septembre 2001.
France	Au cours des années 80, des éléments de l'armée française ont formé des soldats tchadiens au déminage. L'armée française et les démineurs tchadiens ont ensuite procédé aux déminages des axes routiers et des principaux terrains minés dans de Faya Largeau. L'armée française assiste actuellement l'armée Tchadienne pour la destruction des stocks de munition. La France fournit également une assistance logistique au centre régional de Faya.
UNICEF	Suite à une étude de faisabilité réalisée en Mai 2000, l'UNICEF se propose de financer des activités de sensibilisation contre les mines prévu d'être mis en œuvre en 2002.
CICR	A mis en place un programme d'assistance aux victimes des mines et de création des capacités nationales de production de prothèses.
PNUD	La contribution du PNUD a notamment permis : i) de renforcer les capacités de planification des opérations du HCND par la mise à disposition de l'assistance technique requise ( six experts); ii) de mettre en place une base de données sur les mines au Tchad en collaboration avec le Centre International de Déminage Humanitaire Genève iii) de sensibiliser et mobiliser la communauté internationale sur le problème des mines au Tchad iv) l'inclusion du Tchad sur la liste des bénéficiaire d'une étude de Niveau I sur l'impact des mines financé par des fonds multilatéraux v) le démarrage des opérations de dépollution et nettoyage des engins non explosés à Faya Largeau Le document de projet PNUD a été signé le 17 Avril 1998. Une révision substantielle des objectifs initiaux du projet et du cadre institutionnel du programme a été approuvée le 8 Août 2000. Le prochain plan pluriannuel du programme du PNUD en support aux activités de déminage au Tchad devrait être approuvé d'ici la fin de l'année 2001.

**BUDGET PREVISIONNEL (IN US \$) DU PROGRAMME D'ACTION CONTRE LES MINES  
(PERIODE 2002-2009)**

	ANNEE								
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	
<b>COORDINATION HCND</b>									
Salaires personnel local UN	\$ 44.500	\$ 44.500	\$ 44.500	\$ 44.500	\$ 44.500	\$ 44.500	\$ 44.500	\$ 44.500	
Conseillers Techniques	\$ 580.000	\$ 580.000	\$ 435.000	\$ 435.000	\$ 435.000	\$ 435.000	\$ 435.000	\$ 435.000	
Coûts de fonctionnement	\$ 120.000	\$ 120.000	\$ 120.000	\$ 120.000	\$ 120.000	\$ 120.000	\$ 120.000	\$ 120.000	
Contrat avion MEDFVAC	\$ 408.000	\$ 408.000	\$ 408.000	\$ 408.000	\$ 408.000	\$ 408.000	\$ 408.000	\$ 408.000	
Missions Internationales	\$ 40.000	\$ 40.000	\$ 40.000	\$ 40.000	\$ 40.000	\$ 40.000	\$ 40.000	\$ 40.000	
Equipement	\$ 123.500	\$ 123.500	\$ 123.500	\$ 123.500	\$ 123.500	\$ 123.500	\$ 123.500	\$ 123.500	
Assurance Qualité	\$ 50.000	\$ 50.000	\$ 50.000	\$ 50.000	\$ 50.000	\$ 50.000	\$ 50.000	\$ 50.000	
Entretien/Reparations/Rénovation	\$ 45.000	\$ 45.000	\$ 45.000	\$ 45.000	\$ 45.000	\$ 45.000	\$ 45.000	\$ 45.000	
Logement pour Equipes Mobiles	\$ 32.500	\$ 32.500	\$ 32.500	\$ 32.500	\$ 32.500	\$ 32.500	\$ 32.500	\$ 32.500	
Divers	\$ 30.000	\$ 30.000	\$ 30.000	\$ 30.000	\$ 30.000	\$ 30.000	\$ 30.000	\$ 30.000	
Sensibilisation	\$ 50.000	\$ 50.000	\$ 50.000	\$ 50.000	\$ 50.000	\$ 50.000	\$ 50.000	\$ 50.000	
<b>ECOLE NATIONALE DEMINAGE</b>									
Coûts de fonctionnement	\$ 60.000	\$ 60.000	\$ 60.000	\$ 60.000	\$ 60.000	\$ 60.000	\$ 60.000	\$ 60.000	
Formation	\$ 68.000	\$ 68.000	\$ 68.000	\$ 68.000	\$ 68.000	\$ 68.000	\$ 68.000	\$ 68.000	
<b>CENTRE REG. FAYA LARGEAU</b>									
Conseiller Technique	\$ 145.000	\$ 145.000							
Coûts de fonctionnement	\$ 120.000	\$ 120.000	\$ 120.000	\$ 120.000	\$ 120.000	\$ 120.000	\$ 120.000	\$ 120.000	
Equipement démarcation	\$ 150.000	\$ 50.000	\$ 50.000	\$ 50.000	\$ 50.000	\$ 50.000	\$ 50.000	\$ 50.000	
Equipement "EOD"	\$ 50.000	\$ 50.000	\$ 50.000	\$ 50.000	\$ 50.000	\$ 50.000	\$ 50.000	\$ 50.000	
Equipement Sensibilisation	\$ 30.000	\$ 30.000	\$ 30.000	\$ 30.000	\$ 30.000	\$ 30.000	\$ 30.000	\$ 30.000	
Platoon	\$ 280.000	\$ 280.000	\$ 140.000	\$ 140.000	\$ 140.000	\$ 140.000	\$ 140.000	\$ 140.000	
<b>UNITE POLYVALENTE</b>									
EOD 1	\$ 75.000	\$ 75.000	\$ 75.000	\$ 75.000	\$ 75.000	\$ 75.000	\$ 75.000	\$ 75.000	
EOD 2	\$ 75.000	\$ 75.000	\$ 75.000	\$ 75.000	\$ 75.000	\$ 75.000	\$ 75.000	\$ 75.000	
<b>CENTRE REGIONAL FADA</b>									
Conseiller Technique	\$ 145.000	\$ 145.000	\$ 145.000						
Coûts de fonctionnement	\$ 120.000	\$ 120.000	\$ 120.000	\$ 120.000	\$ 120.000	\$ 120.000	\$ 120.000	\$ 120.000	
Equipement démarcation	\$ 150.000	\$ 150.000	\$ 150.000	\$ 50.000	\$ 50.000	\$ 50.000	\$ 50.000	\$ 50.000	
Equipement "EOD"	\$ 150.000	\$ 50.000	\$ 50.000	\$ 50.000	\$ 50.000	\$ 50.000	\$ 50.000	\$ 50.000	
Equipement Sensibilisation	\$ 70.000	\$ 30.000	\$ 30.000	\$ 30.000	\$ 30.000	\$ 30.000	\$ 30.000	\$ 30.000	
Platoon	\$ 610.000	\$ 280.000	\$ 280.000	\$ 280.000	\$ 140.000	\$ 140.000	\$ 140.000	\$ 140.000	
<b>CENTRE REGIONAL BARDAI</b>									
Conseiller Technique			\$ 145.000	\$ 145.000	\$ 145.000				
Coûts de fonctionnement			\$ 120.000	\$ 120.000	\$ 120.000	\$ 120.000	\$ 120.000	\$ 120.000	
Equipement démarcation			\$ 150.000	\$ 150.000	\$ 150.000	\$ 50.000	\$ 50.000	\$ 50.000	
Equipement "EOD"			\$ 150.000	\$ 50.000	\$ 50.000	\$ 50.000	\$ 50.000	\$ 50.000	
Equipement Sensibilisation			\$ 70.000	\$ 30.000	\$ 30.000	\$ 30.000	\$ 30.000	\$ 30.000	
Platoon			\$ 610.000	\$ 280.000	\$ 280.000	\$ 280.000	\$ 280.000	\$ 280.000	
<b>CENTRE REGIONAL AOZOU</b>									
Conseiller Technique					\$ 145.000	\$ 145.000	\$ 145.000		
Coûts de fonctionnement					\$ 120.000	\$ 120.000	\$ 120.000	\$ 120.000	
Equipement démarcation					\$ 150.000	\$ 150.000	\$ 150.000	\$ 150.000	
Equipement "EOD"					\$ 150.000	\$ 50.000	\$ 50.000	\$ 50.000	
Equipement Sensibilisation					\$ 70.000	\$ 30.000	\$ 30.000	\$ 30.000	
Platoon					\$ 610.000	\$ 280.000	\$ 280.000	\$ 280.000	
<b>COUT TOTAL</b>	<b>\$ 3.821.500</b>	<b>\$ 3.251.500</b>	<b>\$ 4.066.500</b>	<b>\$ 3.351.500</b>	<b>\$ 4.456.500</b>	<b>\$ 3.741.500</b>	<b>\$ 3.741.500</b>	<b>\$ 3.596.500</b>	<b>\$ 30.02*</b>

(\*): Cout de fonctionnement incluant un CT